

Rapport de la Cour des comptes ou du FMI ?

- Actualités -



De façon très surprenante le dernier rapport de la Cour des comptes ne se contente plus de contrôler le bon emploi et la bonne gestion des fonds publics, la Cour s'invite désormais sur l'orientation des politiques publiques. Elle le fait avec des arguments très libéraux et très discutables.

En résumé, son dernier avis préconise non seulement de geler durablement le point d'indice des fonctionnaires mais aussi de diminuer leur nombre, de baisser leurs indemnités, d'augmenter leur temps de travail de geler leurs avancements... N'en jetez plus la cour est pleine !

On croirait entendre le FMI conseiller la Grèce et on a vu le résultat : le remède, pire que le mal, a manqué de tuer le malade...

La Cour préconise de diminuer de 1% le temps de travail des fonctionnaires soit, selon elle, l'équivalent de 2 jours de congés en moins... Faut-il comprendre que les fonctionnaires ont... 200 jours de congés ??? Bien évidemment, ce n'est pas le cas. Dans son raisonnement, la Cour assimile donc toute période non travaillée à des congés, nuits comprises.

La Cour dit qu'il ne faut pas baisser l'attractivité de la Fonction publique mais fait tout pour le faire... et se contredit à l'occasion. Selon elle, le gel du point d'indice ne génère pas assez d'économies à cause de la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA) et... de la faible inflation. Notre pouvoir d'achat ne baisse donc pas suffisamment !

Tout en reconnaissant que « La refonte des grilles salariales est nécessaire », elle s'inquiète du peu d'économies à réaliser hormis celui d'une modération du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), entendez un ralentissement des carrières.

Toute à la recherche d'économies, la Cour ne considère les fonctionnaires que comme une variable d'ajustements budgétaires et un coût pour la Nation. Elle oublie l'importance des services publics au regard de la compétitivité de notre pays et du bien-être de nos concitoyens surtout en période de crise. L'UNSA est en total désaccord avec cette évolution et saura le rappeler au gouvernement.